



La Lettre de l'Adac

n°52-53 – décembre 2021

Editorial

A la rentrée de septembre, les signaux étaient au vert avec le déclin de l'épidémie virale. Nous avons alors repris les réunions du bureau de l'Adac en présentiel et engagé un redémarrage des activités collectives. Ainsi, une sortie restaurant entre collègues était prévue en décembre mais nous venons de la reporter. Nous préparons également notre assemblée générale annuelle et travaillons à l'organisation d'une Journée des anciens, le 12 avril 2022. Cependant, l'évolution récente de la situation sanitaire est venue malheureusement, une nouvelle fois, perturber ces projets avec son lot d'incertitudes sur les contraintes à venir. Ainsi, nous devons nous résoudre à organiser l'assemblée générale par correspondance encore cette année. Dans l'attente d'un retour espéré à la normale, la Lettre de l'Adac que vous recevez aujourd'hui maintient les liens entre adhérents. Elle rend compte aussi des contacts que nous avons eus récemment avec la nouvelle direction du Cirad et avec nos partenaires, notamment ceux du Sud. Cette consolidation de notre environnement relationnel prépare l'avenir et donne à croire en la possibilité de reprendre de réelles animations sociales prochainement. Dans l'immédiat, il y a les fêtes de fin d'année qui arrivent. Je souhaite que vous n'en soyez pas privés et que vous puissiez les passer en famille et avec vos amis, à l'abri de tous virus et autres agents infectieux.

Le président
Jacques Chantereau

Dates à retenir

4 février 2022 : date limite du vote par correspondance de l'assemblée générale de l'Adac

12 avril 2022 : Journée des anciens

Relance pour des adhésions auprès de nos partenaires du Sud

L'Adac est ouverte à nos partenaires du Sud avec une possibilité d'adhésion comme membres associés. Si quelques-uns avaient déjà ce statut, nous avons relancé cet été une campagne plus large d'adhésion. Cela s'est fait par contacts courriels et aussi en sollicitant, avec l'accord de la direction du Cirad, les appuis des directions régionales. Au terme de notre démarche, 16 collègues de pays du Sud, principalement d'Afrique sub-saharienne, se sont inscrits comme membres associés. Il nous appartiendra de consolider les relations avec ceux-ci avec une ouverture à leurs attentes et une participation à nos activités.

Nouvelles de l'éméritat au Cirad

Trois appels à candidatures ont été lancés (juillet 2020, novembre 2020 et juin 2021). À compter du printemps 2022, un nouvel appel sera organisé chaque année. A ce jour, 13 candidatures ont été retenues et les accords-cadres entre Cirad et experts émérites ont été signés. Ils ont une durée de trois ans, renouvelable.

Les thématiques concernées sont les suivantes : agronomie, élevage, foresterie, systèmes de production, amélioration variétale, sécurité alimentaire, épidémiologie, filières, politiques publiques... Les activités de terrain ont souffert de la situation sanitaire. Mais, en fin juin 2021, 5 missions d'experts émérites étaient programmées (appui à des projets, expertise, formation, appui à l'organisation d'un symposium...).

Rencontre avec la nouvelle directrice des ressources humaines du Cirad

Le 29 juin, une délégation du bureau de l'Adac (Marie-Gabrielle Bodart, Jacques Chantereau, Christiane Mellet-Mandard et Jean Philippe-Tonneau) a rencontré Mme Estelle Rose, DRH du Cirad. C'était une première rencontre destinée à faire connaissance et à aborder un certain nombre de points d'intérêt commun.

Nous lui avons présenté l'Adac. Nous lui avons transmis la dernière convention que nous avons signée au mois de janvier 2021 avec le PDG en lui en soulignant les aspects les plus importants.

Nous avons discuté du rôle que l'Adac pourrait jouer dans la relation avec nos partenaires des pays du Sud, en s'appuyant sur les liens amicaux que les adhérents de l'Adac ont tissés avec de nombreux chercheurs, souvent aujourd'hui en position de responsabilité.

Nous avons ensuite abordé l'appel d'offre du Cirad pour le renouvellement, au 1^{er} janvier 2022, de la mutuelle de l'établissement. Nous lui avons rappelé qu'environ 500 anciens du Cirad sont actuellement affiliés à Collecteam. A ce titre, nous avons fait connaître leurs revendications. Nous avons remis une liste des points, liste établie par Christiane Mellet-Mandard et Nicole Pons. Suite à leur lecture rapide, la DRH nous a indiqué que la plupart des points (ceux concernant les soins dentaires, d'optique, les aides auditives, l'assistance en sortie d'opération, l'aide aux conjoints de mutualistes décédés...) lui semblaient avoir été pris en compte dans le cahier des charges. Pour la possibilité d'une réduction de cotisations de personnes en ALD, la DRH a fait valoir que si cela était négocié, cela renchérirait la cotisation des autres assurés et que cela dérogeait au principe de solidarité. Ces revendications devraient être précisément portées par Béatrice Michel avec qui Christiane Mellet-Mandard et Nicole Pons interagissent. Dans l'appel d'offre en cours, pour lequel quatre prestataires ont répondu, il est prévu de proposer des garanties optionnelles facultatives pour offrir une meilleure protection.

Nous avons aussi évoqué avec la DRH la préparation à la retraite. Nous l'avons informée de notre participation aux stages concernant la fin de vie professionnelle, stages au cours desquels il est important pour nous d'obtenir, avec leur accord, les adresses électroniques personnelles des participants. Cependant tous les futurs partants ne s'y inscrivent pas. Pour ceux-ci, nous avons rappelé à Mme Estelle Rose, qu'il y a lieu de leur communiquer les documents de l'Adac destinés à faire connaître l'amicale.

D'autres discussions ont concerné l'accès aux archives pour l'obtention des CV des disparus nécessaires à la rédaction des hommages que nous leur rendons. Suite au départ de François Pouget, nous sollicitons E. Rose à cette fin et dans l'attente de son remplacement, Estelle Rose est d'accord pour que nos demandes passent par elle.

Cette réunion qui a bénéficié d'une bonne écoute de la part de Mme Estelle Rose, laisse augurer de rapports constructifs avec la DRH.

Rencontres avec madame Elisabeth Claverie de Saint-Martin, présidente du Cirad

Une délégation du bureau de l'Adac a rencontré par deux fois la présidente du Cirad, madame Elisabeth Claverie de Saint-Martin. Le 30 septembre à 9 h 30, en visioconférence, la délégation était composée de Jacques Chantereau, Jean-Pierre Gaillard et Jean-Philippe Tonneau. Marie-Gabrielle Bodart, Christiane Mellet-Mandard et Nicole Pons ont complété la délégation lors de la seconde rencontre, en présentiel, le 3 novembre à 10 h 30.

La première rencontre était une prise de contact où un certain nombre de points d'intérêt commun ont été évoqués. Ces points ont été détaillés et précisés le 3 novembre.

Nous l'avons félicitée pour sa nomination. Nous lui avons présenté l'Adac, ses objectifs et ses activités. Nous lui avons remis la convention Adac-Cirad signée pour 5 ans, le 19 janvier 2021, en lui en soulignant les aspects les plus importants. Nous avons rappelé que la convention engage le Cirad (billets pour le Salon de l'agriculture, invitation aux vœux de la présidente, invitation aux Rencontres du Cirad...) et que nous étions attentifs à ces aspects qui sont, pour l'Adac, des moments essentiels d'informations.

Comme ses prédécesseurs, la présidente a accepté d'être membre d'honneur de l'Adac.

Nous l'avons invitée pour l'AG (27 janvier) et pour la Journée des anciens (12 avril). Madame la présidente a confirmé sa présence pour l'AG (fin de matinée et repas) mais n'a pu s'engager pour la Journée des anciens compte tenu d'engagements préalables. Nous lui avons présenté le programme provisoire de la Journée des anciens, lui avons rappelé que cette journée était une coorganisation Adac-Cirad, avec une lettre d'invitation signée des présidences du Cirad et de l'Adac. Nous avons évoqué un financement du Cirad, en particulier pour la prise en charge de la venue de personnes du Sud invitées. Nous avons convenu de recontacter la présidente une fois le programme définitivement établi. Nicole Pons a rappelé l'appui du service communication et a annoncé une réunion le 1^{er} décembre avec Marie Adell pour la préparation de l'organisation de cette Journée des anciens.

La discussion a ensuite porté sur les restrictions possibles (par exemple, si la jauge est toujours maintenue) liées à la Covid qui pèsent sur les manifestations prévues. Il n'y a aura pas d'allègement prévu des mesures sanitaires dans l'immédiat. Cela concerne l'AG et la Journée des anciens mais de grandes incertitudes existent aussi pour le Salon de l'agriculture (qui aura pour thème les systèmes alimentaires) et pour la conférence avec les partenaires du Sud qui sera organisée probablement en juin, éventuellement en extérieur si nécessaire, dans l'espoir de garantir des activités en présentiel. Pour faire face aussi aux contraintes sanitaires, la PDG nous a informés des investissements que le Cirad a fait pour permettre des visioconférences avec un grand nombre de participants.

Le nom du directeur général délégué aux ressources et aux dispositifs (DGDRD), Anthony Farisano, nous a été communiqué. Selon la présidente, le nouveau DGDRD a un profil proche de celui de Monsieur François Pouget. Nous avons convenu de demander au DGDRD un rendez-vous pour le début de l'année 2022, après son installation

et sa prise en main de la fonction. Anthony Farisano devient membre d'honneur en remplacement de François Pouget.

Nous avons ensuite abordé l'appel d'offre du Cirad pour le renouvellement, au 1er janvier 2022, de la mutuelle de l'établissement. Nous avons rappelé qu'environ 500 anciens du Cirad sont actuellement affiliés à Collecteam. Nous avons explicité les échanges avec la DRH autour de nos demandes qui semblent avoir été prises en compte (demandes concernant les soins dentaires, d'optique, les aides auditives, l'assistance en sortie d'opération, l'aide aux conjoints de mutualistes décédés...).

Jacques Chantereau a annoncé la session de l'Académie d'agriculture de France consacrée à René Tourte, session prévue le 10 novembre. Cela a été l'occasion de présenter le rôle de René Tourte, à la fois comme chercheur du Cirad et comme historien de l'agriculture africaine. Madame la présidente nous a incités à contacter le service communication du Cirad pour annoncer l'événement.

Nous avons aussi discuté de deux dossiers qui nous touchent particulièrement : l'éméritat et la communication.

La présidente nous a confirmé que l'éméritat sera maintenu dans les prochaines années. Concernant le bilan (nombre d'appels à candidature, nombre de candidatures retenues, projets qui mobilisent les experts émérites), la présidente nous a renvoyé auprès de la DIMS (Sloan Saletes et Isabel Cano-Carrio).

Pour la communication, nous avons exprimé nos réserves sur le traitement des sujets scientifiques sur le net (intranet et internet), traitement que nous jugeons trop médiatique et trop centré sur le buzz. Faisant valoir l'amélioration du nouveau site du Cirad la présidente a défendu le service communication et a souligné deux contraintes : la demande des autorités et du ministère qui attendent de l'établissement des activités de vulgarisation et qui trouvent la présence du Cirad trop limitée sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter) en comparaison avec celles de l'Inrae et de l'IRD ; le peu d'appui que les scientifiques du Cirad apportent à la communication. Compte tenu de ces contraintes, pour la présidente, la communication est un sujet difficile à optimiser.

Ces rencontres se sont déroulées dans une bonne ambiance. La présidente a fait preuve d'une grande écoute. Nous avons convenu de nous revoir si cela était nécessaire.

Quoi de neuf au Cirad ?

La coopération avec l'Afrique de l'Ouest se renforce

Mali, Burkina Faso, Sénégal... Dans une mission marathon du 12 au 18 avril, le PDG du Cirad, Michel Eddi, est allé à la rencontre des partenaires historiques majeurs du Cirad en Afrique sahélienne. Objectif : dresser un bilan et renforcer toujours plus, les liens qui unissent notre institution à ces pays d'Afrique de l'Ouest dans un contexte marqué par les crises sécuritaires et sanitaires, et enfin rencontrer les expatriés qui vivent ces crises dans des conditions difficiles. Il était accompagné de Sylvie Lewicki et de Serge Marlet, directeurs régionaux de la zone.

Dans un déplacement marathon, le dernier en tant que PDG du Cirad, il a rencontré tous les acteurs de la coopération franco-sahélienne (ambassadeurs de France des trois pays, représentants du Scac, de l'AFD2, de l'IRD, du Cilss, les partenaires nationaux comme le CNRST, l'IER et l'Isra) ainsi que les personnels du Cirad et leurs conjoints. Les avis sont unanimes : ils expriment leur reconnaissance vis-à-vis du Cirad, pour le maintien de sa présence en coopération grâce aux expatriés malgré la crise sanitaire, son expertise et l'importance de son appui scientifique et partenarial dans la zone. Ils soulignent à l'unisson l'excellence des collaborations et le volume important de projets gagnés ensemble à la suite de la déclaration commune de Ouagadougou de septembre 2018. « L'enjeu est bien d'assurer la sécurité alimentaire à partir d'une production agricole locale de céréales sèches, dont le sorgho et le mil » indique Michel Eddi.

Au Burkina Faso, des solutions concrètes sont en cours de mise en œuvre avec les services de sécurité de l'ambassade de France afin d'assurer la sécurité des scientifiques se rendant sur le terrain. Des dispositions équivalentes vont être mises en place au Mali, là aussi avec le soutien de l'ambassade de France sur place.

Près de quarante Ciradiens et Ciradiennes sont affectés en zone Sahélienne. Avec leurs partenaires, ces scientifiques mettent en œuvre un gros portefeuille de projets, dont six grands projets financés par l'Union européenne ou l'Agence française de développement. Leurs thématiques sont en ligne droite avec les recommandations de la « Déclaration de Ouagadougou », signée en septembre 2018, avec douze partenaires de recherche.

Elisabeth Claverie de Saint-Martin nommée PDG

Elisabeth Claverie de Saint-Martin, a été nommée officiellement PDG du Cirad en conseil des ministres ce 16 juin. Au cours d'une interview elle a révélé son état d'esprit.

« Je connais le Cirad depuis longtemps et son beau mandat m'avait attirée. C'est une institution très pertinente par rapport aux problèmes d'aujourd'hui comme le climat, la biodiversité, ou encore la santé. Lorsque je suis arrivée ici en 2018, je ne pensais pas un jour candidater à cette fonction. Mais il est vrai que la mission très actuelle du Cirad me motive et me passionne. C'est ce qui m'a décidée. »

Elle compte conduire trois chantiers importants : mettre les partenariats au Sud au service de la recherche française à l'international ; être plus présents encore, notamment dans les comités d'experts européens. Avec une ambition : être une plateforme pour la recherche européenne au service des partenariats au Sud et du développement ; définir les fronts de recherche qui feront la pertinence du Cirad dans 10 ans pour nos six CTS (champs thématiques stratégiques) que sont agroécologie, systèmes alimentaires inclusifs durables, approche One Health, climat, biodiversité et approches territoriales.

En ce qui concerne les transformations internes à conduire, elle précise : renouveler nos compétences en recrutant des jeunes, notamment à l'international, et en profiter pour féminiser davantage nos effectifs ; rester engagés sur nos politiques de site comme l'Isite Muse à Montpellier ; assurer une meilleure gestion des risques, mieux anticiper

les crises, qu'il s'agisse de la préparation des expatriés, leur lien avec les ambassades ou leur localisation, mais aussi gérer les risques sur les marchés publics et les marchés financiers, via des recrutements et de nouvelles procédures.

Sa touche personnelle sera de progresser sur les questions d'égalité femmes - hommes en particulier faire en sorte qu'à la fin de son mandat, au moins un tiers de nos DU et DU adjoints soient des femmes.

Michel Eddi poursuit son engagement auprès du Cirad et du Mesri

Si sa mandature en tant que PDG s'est achevée le 16 juin, Michel Eddi poursuit son engagement professionnel. Pendant un an, il va apporter ses savoir-faire de stratège et d'expert auprès de deux institutions : le Cirad et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (Mesri). Interview.

Pour le Cirad, il apportera son appui pour la bonne conduite du dossier de candidature à la pérennisation définitive de l'Isite Muse, il engagera le chantier sur la transformation de la fondation Agropolis.

Parmi ses autres missions :

Dans un avenir proche, la gestion immobilière du Jardin d'agronomie tropicale doit revenir à la ville de Paris. Michel Eddi suivra ce dossier politique, en négociant un accord-cadre entre le MEAE, le Cirad et Paris et assurera aussi le suivi des relations institutionnelles avec tous les partenaires présents sur ce site.

Il succédera à François Pouget en tant que président de Palmelit, la filiale conjointe du Cirad et du groupe Avril, spécialisée dans la vente de semences de palmier à huile, pendant une année, le temps qu'une solution plus pérenne soit trouvée.

Pendant un an il accompagnera Didier Hoffschir, conseiller recherche agronomique, environnement, développement, de la ministre de la Recherche, dans une mission de réflexion sur la mobilisation du système de recherche et d'enseignement supérieur national, au bénéfice de la formation et de la recherche avec les pays du Sud.

Enfin il apportera à la direction générale de la Recherche et de l'Innovation son expertise sur les problématiques spécifiques des Epic, notamment leur modèle économique et leur statut de droit privé concernant leurs salariés.

Le HCERES livre une évaluation très positive du Cirad

Excellent élève, souvent. Très bon élève, parfois. Peut mieux faire, plus rarement. C'est ainsi que le Haut Conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur a évalué le Cirad pour la période 2015 - 2019. Dans un rapport de 34 pages, il détaille points forts, points faibles et recommandations.

Le comité d'experts salue « le renforcement du positionnement stratégique unique » du Cirad « aux échelles nationale et internationale de la recherche agronomique pour le développement ». Cette place, ajoute-t-il, « est attestée par ses indicateurs de partenariats et de co-publications, ses résultats de recherche et son rôle dans la formation à la recherche et par la recherche ».

Le comité souligne l'originalité de sa démarche « ImpresS » qui lui permet de construire les « chemins d'impact » de ses travaux de recherche et d'appui au développement et recommande « de la déployer à tous les niveaux afin de soutenir la stratégie du Cirad ».

En matière d'alliances avec le Sud le comité relève « une asymétrie entre partenaires dans la gouvernance » de certains d'entre eux. Il invite à « revoir ces dispositifs très importants pour l'engagement du Cirad » dans cette région du monde.

Sur le volet des ressources humaines, le comité estime que le « Cirad fait face à un double enjeu d'attractivité au sein d'un environnement national et international très concurrentiel et de présence locale sur le long terme dans les zones géographiques prioritaires ».

Enfin, « la diversification des ressources a permis à l'organisme de redresser sa situation financière » conclut le comité. Il ajoute que « l'effort de modernisation des dispositifs de soutien aux missions de l'établissement » doit être poursuivi.

À l'issue de son évaluation, le comité a regroupé en 6 thématiques les recommandations qu'il adresse au Cirad :

1. Poursuivre le déploiement de la démarche ImpresS à tous les niveaux ;
2. Consolider le positionnement original du Cirad à la croisée des frontières de la science, des besoins des populations et des priorités nationales et locales des zones tropicales, et de la construction de partenariats institutionnels durables au Sud ;
3. Moderniser en profondeur la gestion des ressources humaines, et le portefeuille d'outils au service de cette gestion ;
4. Revoir le dispositif des dP, capital pour la structuration de l'engagement du Cirad au Sud, en s'appuyant sur leurs forces mais en réglant leurs points faibles ;
5. Poursuivre l'effort de modernisation des dispositifs de soutien au pilotage de l'établissement, dans l'objectif d'être plus complet et plus efficace ;
6. Pleinement contribuer à la construction des politiques publiques locales, nationales, internationales.

Le Cirad et l'Institut Agro créent le Pôle pour l'enseignement et l'ingénierie de la formation au Sud

Lundi 12 juillet, Elisabeth Claverie de Saint Martin, présidente-directrice générale du Cirad et Anne-Lucie Wack, directrice générale de l'Institut Agro ont signé un accord qui vise à intensifier leur coopération dans les domaines de la formation. Les deux dirigeantes ont également signé une convention actant la création d'un dispositif mutualisé sur l'ingénierie de formation au Sud, dénommé Pollenis (Pôle pour l'enseignement et l'ingénierie de la formation au Sud).

Dans le cadre de sa stratégie « Ambition Formation » 2019-2023, le Cirad s'est engagé à développer une politique de formation cohérente et active avec et en direction des partenaires du Sud. Le Cirad souhaite s'impliquer dans

l'appui aux dispositifs de formation des pays du Sud pour améliorer la qualité des enseignements et renforcer l'attractivité des métiers ruraux, ainsi que l'employabilité des jeunes formés. Il vise l'amélioration de la qualité d'accueil et de l'encadrement des doctorants mais également la contribution au montage de masters en partenariat avec des universités et des établissements du Sud.

Plusieurs projets de collaboration avec des partenaires africains ont d'ores et déjà porté leurs fruits grâce à l'appui conjoint des équipes pédagogiques et scientifiques de l'institut Agro et du Cirad, notamment sur la formation professionnelle relative à la banane plantain au Cameroun et en Côte d'Ivoire (Faba) et une formation portant sur la transition agroécologique avec l'université Ussein au Sénégal (projet Pettal). Ces projets ont constitué une étape déterminante pour le groupe de pilotage Cirad-Institut Agro. Ils ont permis de démontrer la valeur ajoutée de cette nouvelle forme de collaboration et de structurer l'organisation qui préfigure la création de l'unité mixte d'appui Pollenis.

Pollenis est placée sous la double tutelle de l'Institut Agro et du Cirad qui lui attribuent les personnels et les moyens nécessaires à son fonctionnement. Les orientations de cette unité seront définies dans le cadre d'un comité de pilotage stratégique mixte composé de dix membres représentant à part égale l'Institut Agro et le Cirad.

Valoriser les spécificités des territoires pour des systèmes alimentaires plus durables

Concilier viabilité économique et préservation du patrimoine naturel et culturel grâce à une approche territoriale des systèmes alimentaires. Telle est la proposition des 158 participants au dialogue indépendant sur les indications géographiques (IG) organisé en mai dernier par le Cirad et la FAO. Cette concertation a rassemblé des scientifiques, experts, professionnels de différentes filières et institutionnels de 51 pays. Elle a fourni des propositions pour alimenter le débat lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires du 23 septembre 2021.

Les discussions ont porté sur le rôle des IG dans :

- L'accès au marché et à des chaînes de valeur justes et équitables, avec pour objectif d'améliorer les capacités des producteurs locaux ;
- La gestion de la qualité, la traçabilité et la protection des consommateurs ;
- La préservation du patrimoine naturel local, de l'environnement et de la biodiversité ;
- La promotion de l'identité culturelle et l'assurance d'une diversité alimentaire et diététique.

Serre AbioPhen et bâtiment Arcad : inauguration de deux infrastructures majeures

Le Cirad, l'Inrae, l'IRD et l'institut Agro ont inauguré ce 6 octobre à Montpellier – aux côtés des représentants de la préfecture, la région Occitanie et du maire de Montpellier – deux infrastructures vouées à jouer un rôle majeur dans l'adaptation des cultures aux changements climatiques.

- **Arcad : conserver et gérer la diversité génétique des plantes tropicales et méditerranéennes**

Premier banque française de conservation de plantes cultivées, avec Arcad, ce sont près de 50 000 échantillons de sorgho, vigne, maïs, blé dur, riz, mil, coton, fonio, arachide, cacao, café, arbres forestiers, etc., sous forme de graines ou de plantes in vitro. Construit en forme de H, le bâtiment s'articule autour du plateau de conservation des graines, avec en son cœur un robot transstockeur unique en Europe. De part et d'autre, se déploient trois plateaux techniques (génotypage-séquençage, phénotypage des semences, cryoconservation) qui disposent des dernières technologies pour conserver et étudier cette diversité génétique.

- **AbioPhen : tester les variétés adaptées aux climats de demain**

La serre du Cirad, AbioPhen, située non loin d'Arcad, permet d'aller plus loin dans les études sur l'adaptation aux changements climatiques de certaines variétés cultivées, comme le riz, et par là de décortiquer finement les mécanismes à l'œuvre et d'identifier des traits génétiques associés. Grâce au contrôle des conditions climatiques (rayonnement, température, humidité) et à une capacité d'augmentation du CO₂ jusqu'à quatre fois la valeur ambiante, elle simule les climats de demain : augmentation des températures et du CO₂ atmosphérique ou encore sécheresse de l'air.

Montpellier Global Days

En amont du nouveau sommet Afrique-France, les Montpellier Global Days ont donné lieu à deux jours de dialogues sur les transitions agroécologiques, pilotés par le Cirad, avec l'Institut agro. Les discussions portaient sur le continuum recherche-formation-innovation-incubation, aux côtés d'une trentaine de partenaires africains.

Les Montpellier Global Days se sont achevés pour laisser place au nouveau sommet Afrique-France. Parmi ces quatre journées de débats consacrées à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation, deux d'entre elles portaient sur les transitions agroécologiques, pilotées par le Cirad avec l'Institut agro et en incluant le CGIAR et l'AFD.

Ouvrages récents publiés par des Ciradiens

Travailler au service des forêts tropicales

Publié sous l'égide de l'Association des forestiers tropicaux et d'Afrique du Nord (AFT), [cet ouvrage](#) est un recueil de témoignages sur leur vécu professionnel de vingt forestiers francophones, d'Afrique tropicale (Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo, Niger, Rwanda, Sénégal), du Pérou et de France, ayant travaillé en régions tropicales.

La plupart d'entre eux ont à un moment ou à un autre travaillé avec des collègues du CTFT ou du Cirad, dans le Ces chercheurs ont partagé une vision commune d'une foresterie au service des populations et d'un développement « durable ». Ils insistent sur l'engagement sur le long terme d'un tel travail, et sur le souci de faire

partager, avec les populations comme avec les « décideurs », l'importance des conséquences, environnementales, sociales et économiques, de la dégradation de ces ressources forestières.

Précédant ces témoignages, la première partie de l'ouvrage est consacrée à la présentation de deux situations d'aménagement forestier en cours, l'une sous les tropiques secs au Niger, l'autre sous les tropiques humides en Guyane française. Cet ouvrage fait ressortir en quoi l'apport de ces gestionnaires forestiers, notamment ceux du secteur public, est ainsi crucial pour contribuer à la mise en œuvre d'une gestion durable et raisonnée des forêts tropicales. Il montre aussi que les travaux menés et les dispositifs de recherche forestière installés il y a parfois trois ou quatre décennies sont d'autant plus d'actualité que les forêts redeviennent des enjeux nationaux et mondiaux majeurs, dans un contexte d'accélération des changements globaux.

Ces dispositifs apportent des informations qui intègrent le « temps long » ; ils font ressortir les relations entre dynamiques forestières, gestion des peuplements, flux de carbone, évolution de la biodiversité... et les facteurs tels que les évolutions climatiques, l'aménagement des territoires, les dynamiques agricoles et démographiques, les échanges internationaux...

Au-delà de la diversité de leurs dynamiques personnelles, les parcours de vie présentés dans l'ouvrage font ressortir la grande richesse du partenariat entre ces forestiers de différents pays, partenariat développé dans le cadre de relations bilatérales entre pays francophones, au sein d'agences multilatérales, comme dans le cadre de projets cofinancés par différents bailleurs de fonds.

Les liens tissés, les expériences partagées, les regards croisés, les amitiés créées entre forestiers sont aussi une des richesses ressortant des contributions à cet ouvrage.

Travailler au service des forêts tropicales. Regards croisés de forestiers

Sous la direction de Jean-Paul Lanly et Olivier Soulères

Editions l'Harmattan, mars 2021, 295 pages

Un livre pour repenser les relations des humains aux forêts

Témoin d'une recherche forestière, riche de 75 ans d'histoire et d'expérience de terrain, *Vivre avec les forêts tropicales* est un ouvrage de synthèse rédigé par un collectif de plus de cinquante scientifiques de l'unité de recherche Forêts et Sociétés du Cirad.

Vivre avec les forêts tropicales présente un tour d'horizon complet des forêts tropicales dans le monde, de l'Amérique latine en passant par l'Afrique, jusqu'à l'Asie du Sud-Est. Pour chaque continent : une description richement illustrée de ces forêts – plus de 270 photographies d'une très grande qualité esthétique – de leurs différentes fonctions et de leur état actuel. Au fil des pages de l'ouvrage, on découvre que forêts et humains sont co-dépendants et forment une communauté de destins.

Loin d'être uniquement alarmiste sur l'état de ces forêts, l'ouvrage recense et détaille les diverses pistes menant à une meilleure gestion des forêts en impliquant les populations locales, ainsi qu'à leur préservation voire à leur reconstitution. Parmi ces solutions : mieux gérer les prélèvements de bois d'œuvre, minimiser les réseaux de pistes, modéliser les capacités de reconstitution des stocks de bois et de biodiversité, mieux intégrer les populations locales dans les processus de décision et de gestion, mieux valoriser les produits secondaires, notamment non ligneux, etc.

Vivre avec les forêts tropicales

Plinio Sist, Charles Doumenge, Valéry Gond, Plinio Sist, Jacques Tassin, Jean-François Trébuchon (eds)

Editions Muséo, juin 2021, 216 pages

Les insectes du monde : un livre hommage à une biodiversité remarquable

Le premier ouvrage de synthèse en langue française consacré à la classification des insectes du monde vient de sortir en librairie. Cette "Bible des insectes" propose des clés inédites d'identification de tous les ordres et de la majorité des 1 262 familles d'insectes connues. Un travail colossal, coordonné par l'entomologiste Henri-Pierre Aberlenc. L'ouvrage est le fruit de 14 ans de travail entre 52 auteurs de 14 nationalités, dont 6 du Cirad.

Intitulé *Les insectes du monde, Biodiversité, classification, clés de détermination des familles*, ce guide se veut une synthèse la plus complète possible des connaissances actuelles sur la biologie, les modes de vie, la répartition géographique, la morphologie et la classification des Hexapodes (les animaux à 6 pattes). L'ouvrage offre une vision d'ensemble du monde des insectes contemporains, ainsi que de leur évolution à travers les temps géologiques.

Deux tomes composent le coffret : le premier regroupe les textes et les tableaux en noir et blanc. Le deuxième est composé des planches en couleurs qui illustrent et éclairent la compréhension des textes du tome 1.

Les insectes du monde. Biodiversité, classification, clés de détermination des familles

Coord. Henri-Pierre Aberlenc

Editions Quae et Muséo, avril 2021, environ 1 876 pages - plus de 5200 illustrations

La vie de plume de Georges Piombo

Ancien chercheur, aujourd'hui retraité, Georges Piombo vient de sortir un premier roman intitulé *Mon histoire, c'est l'histoire d'un amour*. Cet ouvrage, largement autobiographique, est une ode à son épouse emportée par la maladie, à ses enfants, à l'existence en général... écrit avec élégance et légèreté.

Dans la vie de Georges Piombo, il y a eu le Cirad. Ou plutôt le Gerdat, ancêtre de l'actuel centre de recherche agronomique, où il entre en 1975 comme technicien. Et auquel, dit-il, il doit beaucoup et où il a progressé en interne pour devenir chercheur et a noué de solides amitiés.

Dans la vie de Georges Piombo, il y a l'écriture. Elle est arrivée comme une bouée de sauvetage, une thérapie après la perte de celle qui partageait tout de son existence, sa femme chérie emportée par la maladie. Il l'écrit, la décrit. Elle est là au fil des pages, bien vivante, pétillante.

Dans la vie de Georges Piombo, il y a la musique. Elle s'entend au fil des mots. Elle rend l'histoire élégante et légère. Georges compose ses chapitres avec fluidité, avec un ton, une sonorité qui n'effacent pas sa peine mais balayaient le pathos.

Mon histoire, c'est l'histoire d'un amour

Georges Piombo

Editions Le livre et la plume, mars 2021, 160 pages

Nouveaux retraités

Est parti en retraite le 17 avril 2021

Jean-François Vayssières, cadre, Upr Hortsys (Persyst), Montpellier

Sont partis en retraite le 30 avril 2021

Françoise Potier, cadre, Umr Agap (Bios), Montpellier

Gilles Vaitilingom, cadre, Umr BioWooEB (Bios), Montpellier

Est parti en retraite le 31 mai 2021

Thierry Erwin, cadre, Dgdrd-Dsi, Montpellier

Est parti en retraite le 18 juin 2021

Dominique Louppe, cadre, Upr Forêts et Sociétés (Es), Montpellier

Sont partis en retraite le 30 juin 2021

Jean-Luc Brossier, assistant de terrain, Upr Aïda (Persyst), St Pierre – Ligne Paradis (La Réunion)

Gérard Delvare, cadre, Umr CBGP (Bios), Montpellier

Est partie en retraite le 31 juillet 2021

Josie Hélène Carpanin, assistante administrative, Upr Recyclage et Risque (Persyst), Saint-Denis – La Bretagne (La Réunion)

Sont partis en retraite le 31 août 2021

Nadia Fontebasso, assistante administrative, Dgdrd-Dist, Montpellier

Bernard Mallet, cadre, Dg-Dgdrs, Montpellier

Michel Vales, cadre, Umr PHIM (Bios), Montpellier

Sont partis en retraite le 30 septembre 2021

Jean-François Cruz, cadre, Umr QualiSud (Persyst), Montpellier

Véronique Fallet, technicienne de laboratoire, Umr Qualisud (Persyst), Montpellier

Joëlle Milazzo, cadre, Umr PHIM (Bios), Montpellier

NO\$ COLLEGUES ET AMI(E)S DISPARU(E)S

Des hommages plus complets sont consultables sur le site internet de l'Adac

Denis Bonheure – 27 janvier 2021

L'une de ses deux filles vient de nous apprendre le décès de Denis Bonheure, spécialiste du théier, en début d'année.

Né le 3 février 1929 en Belgique, Denis Bonheure a fait ses études secondaires à Bruxelles, à l'Institut Notre-Dame de la Paix. En 1957, il a obtenu son diplôme d'ingénieur agronome des Eaux et Forêts à Louvain.

Recruté à l'Ineac (Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge) le 28 décembre 1957, il est chargé de recherches sur le théier et le quinquina (sélection, méthodes culturales, fertilisation...) jusqu'au 31 juillet 1961.

Du 1^{er} août 1961 au 31 octobre 1962, il est recruté comme attaché de recherches à l'Ibersom (Institut belge pour l'encouragement et la recherche scientifique outre-mer). Affecté au Laboratoire de phytotechnie tropicale de l'université de Louvain, il effectua des recherches en laboratoire et réalisa des bibliographies sur le théier d'Assam. Le 1^{er} novembre 1962, il est nommé chef de mission de recherches théicoles au Burundi pour l'Ineac, et chargé de recherches sur le comportement du théier (sélection et méthodes culturales).

Jusqu'au 1^{er} mars 1963, il a été directeur de la station de recherches de Kizosi au Burundi, au sein de l'OCD (Office de coopération au développement). Il était responsable de la gestion administrative et technique de la station. Il mena en parallèle des recherches sur les plantes vivrières et industrielles, les plantes pérennes et fruitières, sur les forêts, l'élevage ainsi que sur la gestion des paysannats, la production et la distribution des semences sélectionnées. De surcroît, il avait été nommé chef de la mission théicole de l'Isabu (Institut des sciences agronomiques du Burundi).

Recruté le 23 mai 1966 par l'IFCC, il sera affecté successivement :

- A Madagascar comme chef de la station de recherches théicoles de Fianarantsoa jusqu'au 9 août 1974 ;

- Au Cameroun comme responsable de l'opération thé sur les Hauts-Plateaux de l'ouest Cameroun, à Dschang, jusqu'au 30 avril 1979. Puis, à partir du 1^{er} mai 1979, il est nommé conseiller technique et attaché de recherches à la CDC (Cameroun Development Corporation) à Bota-Limbé, jusqu'en 1985.

De retour à Montpellier, il est affecté à partir du 1^{er} mars 1988 au service d'agronomie de l'IRCC. Il est chargé de mission pour la recherche et le développement de la production du thé.

A partir du 1^{er} mars 1990, il opte pour un licenciement économique avant de prendre sa retraite.

Parmi ses publications, nous pouvons citer l'ouvrage *Le théier* publié chez Maisonneuve et Larose, collection *Le technicien d'agriculture tropicale*, en 1989.

Pierre Bouharmont – 30 avril 2021

Né à Grand-Halleux, petit village des Ardennes belges, le 31 janvier 1933, il entre à l'école primaire à Grand-Halleux, puis à l'école secondaire à Stavelot, et fait ses études supérieures à l'UCL (Université Catholique de Louvain). En 1956, il obtient brillamment son diplôme d'ingénieur agronome, spécialité régions tropicales, ainsi qu'une licence en sciences botaniques. Il obtient alors une bourse d'études qui lui permet de sillonner le Congo belge, dans des conditions pour le moins aventureuses, et de se familiariser in situ avec les cultures tropicales. Ce voyage lui a aussi donné l'occasion de rendre visite à sa future épouse, Mady, qui y vivait avec sa famille.

Engagé en 1958 par l'Ineac (Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge), il part avec Mady au Rwanda à la station de Rubona, où naissent ses enfants Yvette et Jean-Pol. Il mène des recherches sur l'amélioration de la culture du caféier ; il assure la direction de la station climatologique de Rubona et met en place le Bureau de centralisation des documents climatologiques du Rwanda-Burundi.

De retour en Belgique (où naîtra sa fille Chantal), de 1962 à 1964 il travaille à l'Irsia (Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture) au sein du Programme d'étude des laboratoires de phytotechnie tropicale, de cytogénétique et de physiologie végétale de l'Université de Louvain. Il étudie plus particulièrement l'action gamétocide du F.W.450 sur différentes espèces végétales.

Le 12 août 1964, il est recruté par l'IFCC (Institut français du café et du cacao), et part pour le Cameroun avec son épouse et ses trois enfants, en tant que chef de la Division d'amélioration et de recherches agronomiques sur le caféier au Cameroun. C'est dans ce beau pays qu'il effectuera l'essentiel de sa carrière, de 1964 à 1992, au service de la recherche dans la culture du caféier : travail de bureau, de laboratoire et dans les bacs de bouturages à Nkolbisson près de Yaoundé, mais aussi effectuant beaucoup de déplacements en brousse pour ses travaux de recherche auprès de grosses exploitations ou de petits producteurs locaux. Pendant ces mêmes années, il s'est rendu régulièrement en mission à l'étranger : Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Costa Rica, Laos...

Il a participé aux réunions conjointes IFCC/ORSTOM sur la structure et la variabilité de l'espèce dans le genre *Coffea*, ainsi qu'à plusieurs conférences internationales. Son travail s'est concrétisé par des publications autour du caféier sur la taille, le recépage, la conservation des graines, les plantes de couverture et le paillage, la sélection des caféiers arabica et robusta...

Transféré à Montpellier en 1991, où il est affecté au service d'agronomie de l'IRCC, Pierre prendra le temps de publier les résultats de ses nombreuses recherches tout en continuant à apporter son expérience à ses collègues, notamment lors de plusieurs missions. En avril 1993, il prend sa retraite en Belgique dans son village natal tout en restant en contact avec d'anciens collègues pour certains travaux de recherche. Jusqu'au bout, il a continué à se passionner pour la nature et ses espèces, cette fois beaucoup plus septentrionales, passant beaucoup de temps dans son jardin et ses bois de sapins. Il était décoré de la croix de chevalier de l'ordre de la Couronne (Royaume de Belgique).

Gérard Courtin – 20 mai 2021

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de notre collègue et ami Gérard Courtin, survenu dans sa 73^e année, le 20 mai 2021, à Saint-Gély-du-Fesc.

En 1969, Gérard, originaire de la région d'Orléans, débute sa carrière à 21 ans en Côte d'Ivoire dans le secteur privé, chez Hamelle Afrique à Abidjan, en qualité de technico-commercial (matériel et équipement agricole et industriel) en rayonnant sur toute la sous-région. Quelques années plus tard, il est recruté par l'ITEMVT au CRZ (Centre de recherches zootechniques) de Bouaké Minankro. Il assure l'ensemble de la logistique de la station. Outre la construction de laboratoires, il crée la première laiterie de Côte d'Ivoire, dans la continuité des recherches conduites sur les croisements de vaches N'Dama et Jersaises.

C'est en 1973 qu'il rencontre Nadette, son épouse, à Bouaké et qu'il y fonde sa famille avec l'arrivée de trois enfants à qui il aura réussi à transmettre l'attachement de l'Afrique puisque deux d'entre eux sont maintenant agents de l'IRD.

Il rejoint ensuite, en 1981, l'Institut des savanes (Idessa), Institut ivoirien qui regroupe les anciennes stations de recherche des instituts qui ont précédé le Cirad à Bouaké et s'installe sur la station cotonnière de l'ancien IRCT. A l'Idessa, il s'occupera de l'ensemble de la logistique (foncier, immobilier et matériel). Il sera ainsi l'homme-orchestre de cette station qui comprend aussi une ferme expérimentale au Foro-Foro. Il y restera jusqu'en 1994, date de son retour en France.

Outre son métier de logisticien, il a aussi participé à l'élaboration de tous les appels d'offre internationaux, notamment de la Banque mondiale et de la FED (Federal Reserve System), pour les constructions de bâtiments, laboratoires, installations, matériel agricoles et véhicules.

Amoureux de nature et de découvertes de nouveaux espaces, passionné de pêche, de chasse et de sorties en brousse, après autant d'années passées dans cette région, il la connaissait par cœur et était connu dans tous les villages. C'était une période où les expatriés restaient souvent très longtemps dans la même affectation et la station de Bouaké détient des records dans ce domaine, avec des séjours pour certains de plus de 20 ans.

Après plus de 25 ans en Afrique, il rentre alors en France et s'installe à Maisons-Alfort pour préparer, suite à la politique de délocalisation, le déménagement de l'IEMVT à Montpellier sur le nouveau site de Baillarguet. Certains se rappellent encore le réveillon de l'an 2000 ainsi que la semaine suivante passée à Paris pour nettoyer le site de Nogent suite à la tempête de décembre 1999 !

Jusqu'à sa retraite, en 2010, c'est à Montpellier qu'il va passer la seconde partie de sa carrière, il intègre la Ditam et en devient son directeur adjoint en assurant la logistique des sites montpelliérains. Là aussi, il sera pour les chercheurs, les techniciens et les étudiants le faiseur de solutions, toujours à l'écoute, d'une grande patience, face aux multiples demandes particulières, pour tel ou tel projet de recherche. En plus de ses fonctions, il a assuré des missions d'expertise et d'appui aux partenaires, en particulier au Tchad pour la capture d'animaux sauvages avec le Dr P. Chardonnet, et au Vietnam à Hanoï pour la création d'un laboratoire P3.

Après sa retraite, il a suivi son épouse enseignante à Mayotte et en Guyane avant de se poser enfin à Saint-Gély-du-Fesc.

C'est grâce à Gérard et à toute son équipe, que de nombreux programmes de recherche sur Montpellier ont pu être couronnés de succès. Gérard faisait partie de ces amoureux de la vie et de la nature, avec un gros pied en Afrique et un petit en France !

Geneviève Fliedel – 7 juillet 2021

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris la disparition subite et inattendue de notre collègue, Geneviève Fliedel, ce mercredi 7 juillet. Née le 5 février 1955, elle passa le baccalauréat en 1973 puis obtint les diplômes suivants : DEUG B en 1976, Maîtrise MST en 1978, DEA en 1979, Thèse de Doctorat en 1983 à l'USTL section sciences alimentaires et nutrition de Montpellier, intitulée *Utilisation des sels de sodium d'acide gras pour l'étude et l'isolement des protéines de sorgho*.

Elle est recrutée en janvier 1983 au Cirad-Ca à Montpellier comme chercheur technologue, chargée du programme sorgho. Ses activités de recherche sont alors axées sur la qualité des grains de sorgho : aptitude au décortiquage des variétés, aptitude au maltage et aptitude à donner un bon « tô », un bon « ugali » ou un bon « bogobe ». Elle étudie aussi la résistance des grains aux insectes, leur dureté en cours de maturation, ainsi que la détoxification des grains riches en tanins pour leur utilisation en alimentation humaine.

Biochimiste et technologue de formation, Geneviève était une chercheuse passionnée et engagée ; elle appréciait travailler au contact et pour les populations rurales en Afrique. Elle a continuellement eu pour objectif de contribuer à une meilleure alimentation des populations en tentant d'améliorer, en particulier, les aliments traditionnels africains.

Dès ses premiers travaux au Cirad, au début des années 80, elle s'est intéressée à mieux comprendre la qualité des plats préparés à partir de céréales (sorgho, fonio, mil, teff...), en étudiant la macrostructure et la composition biochimique des grains. Elle a ainsi consacré une grande partie de sa carrière à étudier la qualité des céréales avant de s'intéresser à d'autres aliments traditionnels d'Afrique et plus récemment aux racines, tubercules et bananes à cuire.

De 2010 à 2014, elle participa aux projets « Références AFTER » concernant les produits traditionnels africains revisités par la recherche : AFTER Ghana, Sénégal, Egypte, Afrique du Sud, Cameroun, Bénin, Madagascar. Et tout au long de sa carrière, elle participera à 13 conventions de recherche.

Ses travaux au contact des populations africaines lui ont permis de développer une démarche au travers d'enquêtes et de groupes de discussion pour l'évaluation des demandes des différents acteurs des chaînes de production, transformation et consommation mais aussi d'étudier avec précision les techniques de transformation et de préparation traditionnelles. Elle confrontait alors ses résultats à des analyses biophysiques de laboratoire. Son approche participative originale, au plus proche des utilisateurs, la passionnait et a largement rayonné au-delà des sphères du Cirad. Sa contribution à une meilleure compréhension des critères de qualité des produits africains mérite, en ce sens, d'être reconnue et soulignée.

De 1993 à 2019, elle effectua 91 missions dans presque tous les pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Centre, ainsi qu'en Afrique du Sud et Madagascar. Elle participa et présenta des communications à de nombreux congrès, colloques et séminaires. Elle fit également de l'enseignement et de la formation sur le terrain, sur les nouvelles techniques d'analyse et la technologie des céréales tropicales, pour la mise en place de tests sensoriels sur les produits traditionnels africains, pour l'encadrement de stagiaires et d'agents non Cirad. Elle rédigea 162 publications, recensées dans la base Agritrop et toutes accessibles en format numérique.

Geneviève était d'une grande exigence dans ses activités et apportait une minutie remarquable à tout ce qu'elle entreprenait. Au cours de ces dernières années, elle avait tenu à enrichir encore sa pratique en intégrant les aspects du genre dans ses activités et en mettant ainsi ses recherches au service des populations les plus vulnérables. D'une générosité et d'une sensibilité rares, Geneviève a été une source d'inspiration pour plusieurs générations de jeunes chercheurs en sciences alimentaires, en Europe et en Afrique. Elle a su fédérer autour d'elle une communauté scientifique internationale qui la regrette aujourd'hui.

Scientifique brillante et particulièrement impliquée dans ses missions au service des consommateurs africains, elle restera dans la mémoire de ses collègues à l'UMR QualiSud et des nombreux scientifiques avec qui elle a collaboré, comme une personne dévouée et engagée à améliorer la vie des autres, en particulier celle des femmes des zones rurales d'Afrique.

Frédéric Descroix – 20 août 2021

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de notre collègue et ami Frédéric Descroix, survenu dans sa 72^e année. Né le 15 juillet 1950 à Saint-Thibault, ses parents étaient agriculteurs et avaient cinq enfants. Après un Bac Pro, un Bac Techno et un BT, Frédéric fit un stage de deux semaines au Cirad-Ceemat en 1971, puis une formation de cinq mois en gestion financière et comptable des exploitations agricoles au Centre de gestion

agricole de Haute Normandie. Il obtint enfin deux diplômes supérieurs d'ingénieur : le diplôme de l'Institut supérieur des techniques d'outre-mer (ISTOM) au Havre et le diplôme d'études supérieures des techniques d'outre-mer (DESTOM en agroéconomie tropicale).

En janvier 1973, Frédéric est recruté par l'IRCC en République de Côte d'Ivoire, à la base de multiplication et de vulgarisation (BMV) de Zagné : il est chargé d'expérimentations en agronomie, phytotechnie, sélection et multiplication végétative sur le caféier et le cacaoyer pour la Satmaci (Société d'assistance technique pour la modernisation de l'agriculture en Côte d'Ivoire).

De 1975 à 1979, il est affecté par le Cirad-IRCC en République centrafricaine comme responsable de l'expérimentation et de la multiplication pour : la création et le management de deux centres de multiplication caféière, la conduite d'un programme d'expérimentation café en agronomie, phytotechnie et sélection ; il est chargé de la formation des agents de vulgarisation agricole du projet de développement café de l'Adecaf (Agence pour le développement de la caféiculture) et il participe aussi à la formation en agriculture spéciale des élèves de l'IUTA (Institut universitaire de technologie agricole) de Mbaïki.

De 1979 à 1984, au Togo, Frédéric a poursuivi dans ce domaine comme responsable des services de production et vulgarisation à la Société nationale pour la rénovation du café et du cacao, un projet sur financement Banque mondiale/CCCE/FAC à Kpalimé, puis directeur des opérations agricoles de 1985 à 1987, œuvrant avec toute son énergie à la relance des filières café et cacao de ce pays.

Pendant 7 ans (1988-1994), il a dirigé le projet Mumirwa pour le compte du Ministère de l'agriculture du Burundi et en collaboration avec l'OCIBU (Office du café du Burundi) travaillant infatigablement au développement de la filière café du pays, à la production des cultures alimentaires, l'amélioration de l'élevage et l'aménagement des versants des collines, jusqu'à son départ précipité lié aux événements que le pays a connu en 1994.

De 1995 à 2002, Frédéric a été affecté à Montpellier, au département des cultures pérennes, au sein du programme café : chargé de recherches en appui au développement et à la recherche en milieu réel, effectuant des missions de consultation dans de nombreux pays producteurs de café et de cacao (Afrique et Caraïbes, Nouvelle-Guinée, Vietnam, Guinée, Burundi), pour apporter son expertise en matière de cultures pérennes et en appui aux structures nationales de recherche et développement agricole.

De 2002 à 2007, il est affecté à La Réunion au sein de l'UMR Qualisud (département Persyst) coordonnateur du projet café Bourbon pointu à La Réunion, responsable du programme de recherches (Cirad-IRD) sur le caféier Bourbon pointu. Pendant cette période, il a participé aux projets « Références » sur la filière café, à La Réunion et en Haïti.

De 2007 à 2016, Frédéric a continué sa carrière à l'île de La Réunion comme coordonnateur du projet de recherches sur les filières cultures pérennes de diversification à haute valeur ajoutée (café, cacao, poivre) et en tant que directeur de la Société coopérative agricole Bourbon pointu : il a ainsi accompli un formidable travail pour « ressusciter » le café Bourbon pointu dans l'île en visitant un grand nombre de fermes pour retrouver et sélectionner des pieds-mères à très hautes performances quantitatives et qualitatives, et en travaillant avec un groupement de paysans et paysannes réunionnais afin de sélectionner les meilleurs terroirs pour sa culture. Il a travaillé à la mise au point d'un procédé de transformation qui exprime au mieux les caractéristiques qualitatives du Bourbon pointu. Frédéric a fortement contribué à faire reconnaître internationalement ce café, l'un des plus chers au monde en raison de ses qualités exceptionnelles à la tasse. Il rédigea 140 publications, consultables dans la base Agritrop.

Rappelons enfin que Frédéric est resté impliqué pendant 10 ans comme bénévole auprès de l'association des cacaoculteurs de La Réunion (les criolloculteurs comme ils se désignent !) : ils lui ont rendu un bel hommage pour la réussite de leur aventure commune, celle d'avoir réalisé à La Réunion un cacao d'excellence par la relance de la variété criollo. Selon sa philosophie, c'était un projet fait par et pour des agriculteurs afin qu'ils en tirent les bénéfices.

Frédéric était un homme énergique et passionné par le monde paysan, monde dont il venait. Une fois à la retraite, à partir de fin 2016, Frédéric a continué à utiliser son énergie à développer la filière cacaoyère de l'île de La Réunion à partir de cacao criollo.

Didier Picard – 25 octobre 2021

Didier Picard, âgé de 80 ans, ancien directeur du département cultures annuelles du Cirad de 1991 à 1993 et directeur scientifique du Cirad de 1993 à 1996, est mort lundi 25 octobre 2021 au terme d'une lutte courageuse contre la maladie à corps de Lewy.

D'une enfance et adolescence passées en Tunisie, il avait gardé une sensibilité pour le développement et l'idée que l'agronomie pouvait y contribuer. Pendant ses études d'ingénieur à l'Ina-Paris, il s'orientait vers la recherche en milieu tropical et rejoint l'Orstom. Son premier poste est en Côte d'Ivoire où il arrive en 1965. Au sein d'un programme sur l'introduction de soles herbagères dans les rotations de cultures, il s'intéresse à la dynamique racinaire des graminées et des légumineuses. En 1975, l'Orstom l'affecte au Viet Nam pour y poursuivre ses travaux sur les graminées tropicales. La chute de Saïgon, en avril, met *de facto* un terme à cette recherche au Viet Nam, même si Didier Picard ne pourra regagner la France qu'en novembre 1975. Après une année sabbatique passée au centre Inra de Lusignan et une autre année passée au centre CEA de Cadarache pour s'initier à l'utilisation des isotopes radioactifs, il intègre l'Inra en 1978 et est affecté en Guadeloupe pour étudier le fonctionnement des systèmes de cultures de ce territoire.

En 1980, il rejoint le centre Inra de Colmar pour y diriger l'unité d'agronomie. Il y développe plusieurs programmes, dont un sur les systèmes de cultures à base de maïs où il étudie l'enracinement de cette plante. En 1985, il prend la direction du département d'agronomie de l'Inra à Grignon et y développe une approche agronomique fondée sur l'écophysiologie, complémentaire de l'approche bioclimatologiste, et défendant une vision de l'agronomie connectée à la profession agricole et bien distincte de la biologie moléculaire. Conscient de l'importance de la

dimension européenne de la recherche, il œuvre, dès 1988, à la création de la Société européenne d'agronomie, qui est lancée en 1991.

En 1991, le Cirad, structuré à l'époque en onze départements issus des instituts de recherche agricole tropicale, souhaite améliorer l'intégration de ses activités sur les cultures annuelles en fusionnant l'ancien Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières (Irat), l'ancien Institut de recherches sur le coton et les textiles exotiques (IRCT), et le programme arachide dépendant de l'Institut de recherches pour les huiles et oléagineux (IRHO). Didier Picard accepte cette mission de réorganisation et devient le premier directeur du département cultures annuelles (Cirad-Ca). Il y lance trois programmes liés aux systèmes de culture : cultures vivrières paysannes, cultures cotonnières paysannes, et cultures intensifiées et canne à sucre. En 1993, A la demande du directeur général du Cirad, Michel de Nuce de Lamothe, il devient le directeur scientifique de l'ensemble du Cirad en étant particulièrement attentif à la transposition des systèmes de culture avec couverture végétale (SCV) dans le contexte des agricultures paysannes.

Janvier 1997 voit son retour à l'Inra. Il y sera successivement président du centre de Versailles-Grignon jusqu'en 2002, puis directeur de la Direction de l'action régionale, de l'enseignement supérieur et de l'europe (DARESE) jusqu'à son départ à la retraite en 2006.

Acteur de la recherche agronomique tropicale et tempérée pendant plus de 40 ans, Didier Picard avait clairement conscience des responsabilités qui pesaient sur les épaules des agronomes pour trouver des solutions à la question de nourrir une planète de plus en plus peuplée. Il avait une connaissance précise des limites des agricultures (intensive, biologique ou raisonnée) à satisfaire les critères de durabilité, et voyait des solutions innovantes à explorer (comme les SCV) pour faire émerger une agriculture plus durable. Son propre parcours, fait d'allers-retours entre la recherche tropicale et tempérée l'avait conforté dans l'idée que ces deux domaines pouvaient s'interféconder. Défenseur d'une agronomie enracinée dans les attentes des producteurs et faisant appel à d'autres disciplines (en particulier les sciences humaines et sociales) pour se déployer, Didier Picard était également un fervent partisan de la coopération scientifique Internationale et de la construction d'un espace européen de la recherche agronomique.

Tous ceux qui ont eu la chance de travailler avec lui au sein du Cirad, savent que nous venons de perdre un grand scientifique qui a marqué la construction du Cirad mais aussi un collègue au caractère chaleureux et amical, doté d'un sens de l'humour capable de détendre les atmosphères parfois conflictuelles dans les débats scientifiques. Il restera aussi l'incarnation des relations fortes et utiles entre le Cirad et l'Inra.